

2 Politique

Activités présidentielles
L'économie au programme

O. N.
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a abordé, hier, les questions liées à la situation macroéconomique du Gabon avec le président directeur général du groupe BGF I Bank, Henri Claude Oyima. C'était à la faveur d'un entretien qui a eu lieu au palais de la présidence de la République, en présence de plusieurs collaborateurs du numéro un gabonais.



Une phase de l'entretien entre Henri-Claude Oyima et Ali Bongo Ondimba.



Plusieurs collaborateurs du chef de l'État étaient présents à l'audience.

LE président directeur général (Pdg) du groupe BGF I Bank, Henri Claude Oyima, était au palais de la présidence de la République, hier. Il s'y est entretenu avec le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Plusieurs de ses collaborateurs étaient présents, notamment Jean Yves Teale et Brice Laccruche Alihangha,

respectivement secrétaire général de la présidence de la République et directeur de cabinet du chef de l'État. Au cours de leurs échanges, le numéro un gabonais et son hôte ont fait un tour d'horizon de la situation macroéconomique de notre pays. Tout comme, les deux hommes ont abordé les questions liées au fon-

ctionnement de l'institution bancaire dirigée par M. Oyima. Entre autres, les réseaux de financements, les devises, ainsi que les projets en cours. Le président de la République a par ailleurs exhorté le président directeur général du groupe BGF I Bank à accompagner les petites et moyennes

entreprises (PME) et les grandes entreprises gabonaises, pourvoyeuses d'emplois, dans tous les domaines d'activité. Mais aussi, comme le relève le communiqué sanctionnant ledit entretien, "dans les grands chantiers que le chef de l'État compte lancer incessamment". Il faut noter que plusieurs

entreprises gabonaises sont confrontées à la lenteur de l'État dans le règlement de sa dette vis-à-vis d'elles. Alors que le gouvernement, qui exécute un Plan de relance de l'économie (PRE), soutenu par les bailleurs de fonds comme le Fonds monétaire international (FMI), espère beaucoup de la re-

dynamisation des PME et des grandes entreprises pour maximiser la création d'emplois et la lutte contre le chômage qui frappe particulièrement les jeunes. C'est donc fort de cette logique que le chef de l'État a exhorté le patron de BGF I Bank à accompagner les entreprises.

Primature/Coopération Gabon-FMI

Marcos Poplawski-Ribeiro salue la stabilité de l'économie gabonaise

O. N.
Libreville/Gabon

Le responsable du Fonds monétaire international (FMI) dans notre pays a échangé avec le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, hier.

LE représentant résident du Fonds Monétaire International (FMI), Marcos Poplawski-Ribeiro, s'est entretenu, hier, à l'immeuble du "2-Décembre" qui abrite les services de la Primature, avec le Premier ministre, chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale. L'objet de cet échange

Le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale et ses hôtes du FMI, lors de leur échange.



était de faire une mise au point de l'ajustement structurel initié par notre pays sous les auspices de cet organisme financier inter-

national. "Le Gabon reste une économie stable", a déclaré Marcos Poplawski-Ribeiro, à sa sortie d'audience. Ainsi les

projections de croissance du Gabon pour cette année devraient osciller autour de 3%. Cette embellie est le résultat de la mise en œuvre

par le gouvernement des résolutions de la "Task force" sur la bonne gouvernance, avec en toile de fond, l'exécution du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), appuyé par le FMI. "Les perspectives du Gabon sont positives", a laissé entendre le représentant résident du FMI. Surtout que le pays a passé trois revues consécutives avec ce bailleur de fonds. Sur 650 millions de dollars, un peu plus de 400 ont été décaissés. Dans le cadre du suivi régulier de la mise en œuvre du Plan de relance économique, le gouvernement et le FMI doivent se rencontrer à tout moment, afin d'ajuster et de coordonner leurs efforts. La dernière rencontre re-

monte au mois d'avril dernier. Rappelons que l'économie gabonaise subit le choc consécutif à la chute des cours des matières premières intervenue à partir de 2014. Pour compenser la perte des recettes pétrolières dont dépend son économie, le Gabon a conclu, en décembre 2017, un programme d'appui budgétaire avec le FMI. Depuis lors, l'institution de Breton Woods soumet le pays à une série de revues assorties de recommandations à appliquer. Les efforts exigés par le FMI visent une plus forte croissance de l'économie, afin que les populations puissent ressentir les efforts et en profiter.

Démissions au sein de l'ACR et du RPM

Les deux partis se vident au profit du SDG

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

Plusieurs membres de ces deux formations de l'opposition et anciens candidats aux dernières élections législatives et locales ont décidé, le week-end, de démissionner pour rejoindre les Sociaux-démocrates gabonais (SDG).



Les démissionnaires lors de leur sortie médiatique.

LES "Sociaux-démocrates gabonais" (SDG) ont le vent en poupe, tant leur parti continue d'enregistrer des arrivées, au détriment des autres formations politiques. Cette fois, c'est l'Al-

liance pour le Changement et le Renouveau (ACR) et le Rassemblement pour la Patrie et la Modernité (RPM) qui ont vu, samedi

denier, plusieurs de leurs membres démissionner, à la faveur d'une déclaration collective devant la presse, pour rejoindre ce parti

proche de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Il s'agit, à en croire la déclaration parvenue à notre rédaction, de certains anciens candidats et colistiers aux dernières élections couplées législatives et locales, des provinces de l'Estuaire, la Ngounié, la Nyanga, l'Ogooue-Ivindo et l'Ogooue-Lolo. Notamment, Aline Annette Lindzondzo, Ulrich Davy Iyembit, Alain Firmin Anyunzoghé Aboghe, François Eko Nguema, Sylvain Mvele N'Na, Landry Ikapi, William Boka, Alexandre Mavitsi, Guy-Roger Moussavou, Felicien John Christ Nzamba Kassa et Franck

Armand Moussavou. Cette douzaine de compatriotes entendent dorénavant mettre leur expérience au service de

cette jeune formation présidée par Juste Louangou Bouyomeka, et contribuer à son évolution sur l'échiquier politique national.

Agenda
Cinq ministres interpellés à l'Assemblée

DANS le cadre des "Questions orales au gouvernement", un exercice désormais hebdomadaire, l'Assemblée nationale organise, cet après-midi, une séance plénière au palais Léon-Mba. Au total cinq ministres seront interrogés par les députés. Parmi les membres du gouvernement concernés ici, on compte ceux de l'Éducation nationale, de l'Énergie, de la Justice, de l'Intérieur ; ainsi que le ministre des Transports.